



Zoom

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : + 3%
- IPAMPA* : + 1,2%
- production agroalimentaire : + 0,4%
- consommation alimentaire : + 0,7%

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (3^e trimestre 2018)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 1 548 M€
- solde commercial Hauts-de-France : 11 M€ (3^e trim. 2018)

➤ Cours du baril de pétrole Brent : 60,87 \$
-23,7 % sur un trimestre (11/12/2018)

➤ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,14 \$
- 1,8% sur un trimestre (11/12/2018)

➤ Croissance du PIB : + 0,4% (3^e trim. 2018)

➤ Déficit budgétaire : - 2,5% du PIB

➤ Dette publique : 99 % du PIB
(3^e trimestre 2018)

AGRICULTURE ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : des pistes d'actions pour les Hauts-de-France

Le rôle de l'agriculture dans le réchauffement climatique fait toujours débat. Au-delà de sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre (GES), le secteur agricole est également porteur de solutions pour les atténuer.

Clim'Agri, un outil d'aide à la décision pour les territoires

Les Chambres d'agriculture Hauts-de-France finalisent actuellement le diagnostic Clim'Agri (outil développé par l'Ademe) à l'échelle de la région Hauts-de-France.

L'objectif est double :

- évaluer les consommations d'énergie et les émissions de GES d'origine agricole;
- simuler des actions durables par la mobilisation afin de visualiser leurs conséquences sur l'impact climatique.

Un cinquième des émissions de GES est d'origine agricole

Comme toute activité économique, l'agriculture consomme de l'énergie. En 2015, elle représente 3% de la consommation énergétique totale française, derrière les secteurs résidentiel-tertiaire (45%), les transports (33%) et l'industrie (19%).

Les consommations peuvent être directes (fioul, électricité, gaz) et indirectes (associées à la production et l'importation d'intrants : engrais azotés, alimentation animale, produits phytosanitaires...). En Hauts-de-France, où l'agriculture occupe 67% du territoire, ce sont majoritairement les consommations indirectes qui pèsent dans la

balance : 2/3 du total.

En prenant en compte les émissions de GES énergétiques et non énergétiques, l'activité agricole génère en moyenne 20% des émissions de GES en France, ce qui la place 3^{ème} secteur contributeur derrière les transports, l'industrie et devant le résidentiel-tertiaire, l'énergie et les déchets.

Du fait d'une présence moins importante de l'élevage (27% du chiffre d'affaires contre 38% en France), la typologie des GES agricoles est différente de la moyenne nationale et relativement répartie entre les trois types de GES : méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O) et dioxyde de carbone (CO₂).

Un secteur agricole émetteur mais aussi atténuateur

Grâce au stockage du carbone dans la biomasse et les sols, mais également par la production d'énergies vertes et de matériaux de construction renouvelables, l'activité agricole contribue à l'atténuation des émissions de GES.

En combinant différents facteurs et grandes tendances à l'œuvre, trois scénarios, plus ou moins engagés, ont été élaborés à l'échelle Hauts-de-France. L'artificialisation des sols, les retournements de prairies naturelles, l'évolution de l'élevage, la consommation énergétique des bâtiments agricoles, les pratiques en productions végétales, l'irrigation, la méthanisation, l'autonomie alimentaire des élevages, l'agroforesterie, les puits de carbone, etc. sont autant de leviers à activer pour permettre, selon le scénario retenu, de réduire les émissions de GES agricoles régionales de 15 à 30% d'ici 2035.

Principales émissions de GES en agriculture

France

45%

CH₄ - méthane

Fermentation entérique (digestion des ruminants) - Stockage des effluents



40%

N₂O - protoxyde d'azote

Engrais azotés - Effluents d'élevage - Résidus des cultures



15%

CO₂ - dioxyde de carbone

Consommation d'énergie (fioul, gaz, électricité) sur la ferme : engins agricoles, serres chauffées, bâtiments d'élevage, tanks à lait



Hauts de France

34%

36%

31%

Sources : Ministère de l'Agriculture, Chambre d'agriculture Hdf

PERSPECTIVES AGRICOLES 2017-2027 : quelles opportunités pour les Hauts-de-France ?

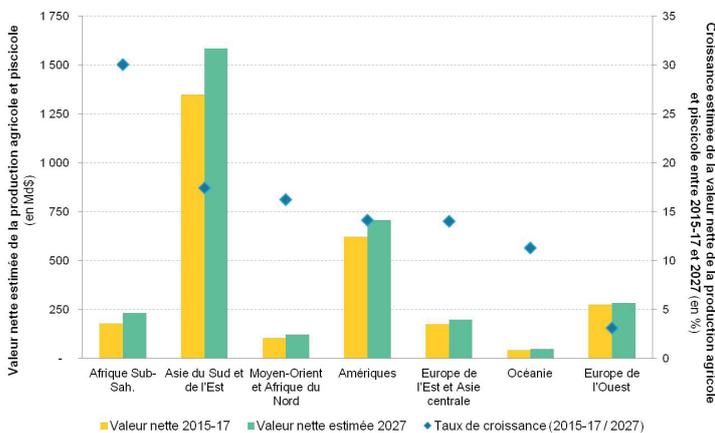
Selon les perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, la production mondiale de produits agricoles devrait augmenter plus vite que la demande dans les dix prochaines années confortant ainsi la tendance baissière des prix. Afin de faire face à ces évolutions, les opérateurs régionaux pourraient envisager d'accroître leurs exportations dans des zones à fort potentiel telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

D'ici 2017, une hausse de 16% de l'offre mondiale de produits agricoles

D'après les perspectives de l'OCDE et de la FAO, l'offre mondiale de produits agricoles augmentera en moyenne de 1,5% par an au cours des 10 prochaines années. Cette moyenne recouvre cependant de fortes disparités entre productions et régions du monde.

Une hausse de la production agricole mondiale principalement induite par des gains de productivité dans les pays en développement

Valeur nette estimée de la production agricole et halieutique par régions du monde



Note de lecture : La production agricole en Asie devrait augmenter de 17,4% entre 2017 et 2027 pour atteindre 1 584 milliards de dollars.

Source : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, traitement CA NPDC

La production céréalière devrait être dynamique (+ 13% d'ici 2027), principalement grâce à une amélioration des rendements mondiaux. De plus, la Russie, qui a dépassé l'Union Européenne au 1^{er} rang d'exportateur mondial de blé en 2016, devrait continuer à développer sa production. La production d'oléagineux, dominée par le soja américain et brésilien, progresserait, en moyenne, de 1,5% par an. Même si elle restera soutenue pour répondre à un regain de demande en Asie et en Afrique, la croissance de la production sucrière devrait, quant à elle, ralentir après avoir été boostée par la fin des quotas européens.

En ce qui concerne la production de viande (+ 15% d'ici 2027), les Etats-Unis et le Brésil conserveront de loin leur place de 1^{er} exportateurs mondiaux. En revanche, l'offre mondiale supplémentaire proviendra en majorité des pays en développement et concernera principalement la filière volaille. Enfin, la filière laitière est celle pour laquelle l'évolution de la production est la plus prononcée (+ 22% en dix ans). Cette hausse proviendra en grande partie de l'Inde et du Pakistan qui représenteront à eux deux près de 32% de la production mondiale de lait en 2027 (contre 29% pour l'Union Européenne).

Une évolution de la demande moins dynamique que l'offre

Face à cette offre de produits agricoles et à des stocks mondiaux toujours importants, la question des débouchés se pose, d'autant plus que, selon les projections, la demande mondiale ralentira dans les années à venir. En effet, la consommation par habitant devrait stagner (saturation de la consommation de produits de base dans de nombreux pays du monde), et l'accroissement démographique devenir le principal facteur de demande supplémentaire. Les importations augmenteront donc surtout dans les zones à forte croissance démographique telles que l'Afrique ou le Moyen-Orient. À noter que ce déséquilibre offre/demande devrait également peser sur les prix agricoles mondiaux notamment pour la viande et les céréales.

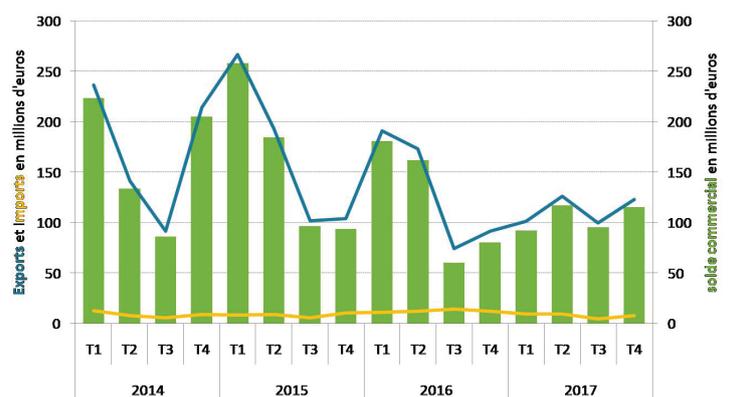
Afrique du Nord et Moyen-Orient : des opportunités d'exportations pour les opérateurs agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France

Même s'ils représentent un ensemble hétéroclite, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont en commun de cumuler forte pression démographique et obstacles à la production agricole (stress hydrique et rareté des terres arables).

En 2017, 27% des exportations mondiales de céréales étaient destinées à la zone. Bien que les autorités publiques tentent d'atténuer cette dépendance à l'égard des marchés mondiaux en recourant à des politiques agricoles peu durables (subvention de l'eau à hauteur de 2% du PIB), ces pays devront fortement accroître leurs importations dans les 10 prochaines années afin de nourrir 100 millions de personnes supplémentaires. Les besoins concerneront principalement les céréales, le sucre et la poudre de lait. Or, même si les échanges sont en nette baisse depuis 2016, les opérateurs des Hauts-de-France exportent déjà ces produits dans ces régions et pourraient conforter leurs positions afin de s'assurer de nouveaux débouchés.

Un solde commercial avec les pays du MOAN* toujours excédentaire mais des exportations qui se contractent à partir de 2016

Évolutions trimestrielles des échanges agricoles et agroalimentaires des Hauts de France avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient



Source : Douanes, Traitement CA NPDC

Pays considérés : Algérie, Arabie-Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Egypte, Iran, Irak, Jordanie, Koweït, Qatar, Oman, Syrie, Liban, Libye, Maroc, Tunisie, Yemen

* MOAN : Pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Quelle position des Hauts-de-France sur les marchés porteurs dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MOAN) ?

Une demande en croissance avec 100 millions de personnes supplémentaires



Évolution de la demande estimée dans la zone MOAN en 2027 :



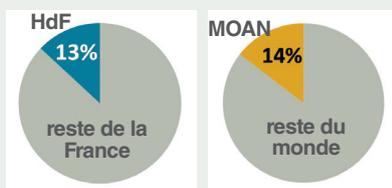
Une forte hausse de la demande due à un déficit de 58 millions de tonnes de blé en 2027

Céréales

Exportations des Hauts-de-France vers les pays du MOAN en 2017 :
147 M€ (902 000 tonnes)

↘ - 59% par rapport à 2015

Exportations françaises de céréales vers le MOAN Destinations des céréales des Hauts-de-France



Évolution de la demande estimée dans la zone MOAN en 2027 :



Une hausse de 15 % de la consommation par habitant d'ici 2027

Sucre

Exportations des Hauts-de-France vers les pays du MOAN en 2017 :
44 M€ (137 000 tonnes)

↘ - 23% par rapport à 2015

Exportations françaises de sucre vers le MOAN Destinations du sucre des Hauts-de-France

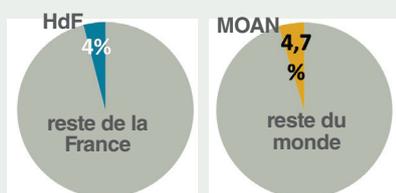


Produits Laitiers

Exportations des Hauts-de-France vers les pays du MOAN en 2017 :
19 M€ (6 700 tonnes)

↗ + 21% par rapport à 2015

Exportations françaises de produits laitiers vers le MOAN Destinations des produits laitiers des Hauts-de-France



Évolution de la demande estimée dans la zone MOAN en 2027 :



Une évolution de la demande lente mais soutenue (notamment dans les pays du Golfe)

Volailles

Exportations des Hauts-de-France vers les pays du MOAN en 2017 :
4,7 M€ (828 tonnes)

↗ + 4,4% par rapport à 2015

Exportations françaises de volailles vers le MOAN Destinations des volailles des Hauts-de-France



Note de lecture : En 2017, Les Hauts de France ont exportés 147 millions d'€ de céréales dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen- Orient. Ces exportations représentaient 13 % de l'ensemble des exportations françaises de céréales dans la zone et 14,5 % de l'ensemble des exportations céréalières des Hauts-de-France. **Source :** Douanes, traitement CA NPDC

Rev3 : plus de 1 000 projets dans les Hauts-de-France

Lancée en 2013, la dynamique Rev3 (3^e révolution industrielle) vise à transformer l'économie de la région afin de lui permettre de relever et de tirer parti des défis environnementaux et économiques auxquelles elle sera confrontée dans les années à venir. À terme, l'objectif est de faire des Hauts-de-France une région leader en matière d'économie décarbonée et digitalisée.

Une mutation de l'économie régionale

L'ambition de cette initiative est d'impulser et d'accompagner une croissance alliant transition énergétique et technologies numériques. Depuis 2018, la dynamique s'articule autour de 10 projets structurants tels que la rénovation énergétique des bâtiments, le développement du potentiel numérique ou la mise en place d'une bio-raffinerie (valorisation de biomasses agricoles, de bio-déchets...). Selon une étude de l'ADEME, d'ici 2050, Rev3 pourrait créer plus de 46 000 emplois dans les Hauts-de-France.

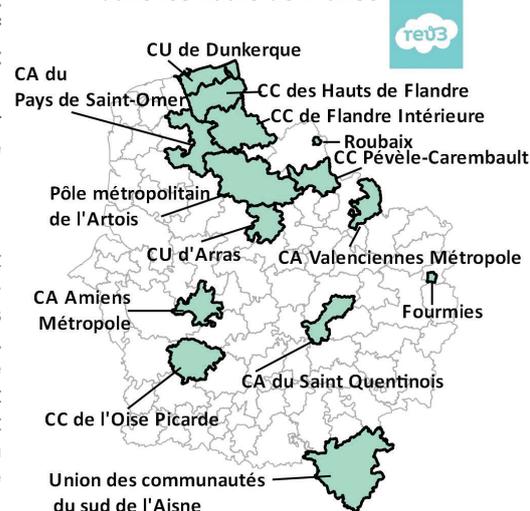
En plus d'offrir un cadre de collaboration et de mise en synergie des innovations, la région a aussi développé un dispositif financier pour appuyer les différents porteurs de projets (crowdfunding, un

fond d'investissement public-privé doté à hauteur de 50 M€, un livret d'épargne exclusivement dédié au financement de projets Rev3...).

14 territoires démonstrateurs Rev3

De par la proximité et les outils dont elles disposent pour coordonner le développement de leurs territoires (notamment les SCOT), les collectivités territoriales ont un rôle de premier ordre à jouer. Afin d'amplifier la dynamique Rev3, un réseau de territoire démonstrateurs a été développé début 2018. Aujourd'hui, 12 collectivités et 2 villes se sont engagées dans cette démarche et bénéficient d'un accompagnement technique et d'un réseau de partenaires (Mission Rev3, Ademe...).

14 territoires démonstrateurs dans les Hauts-de-France



Source : Rev3, traitement CA NPDC

Économie

L'industrie française, plus rurale, est passée à l'ouest. Le Commissariat général à l'égalité des territoires vient de publier un nouveau portrait géographique de l'industrie française. Selon Hugo Brévort, 65% de l'industrie se trouve maintenant dans des villes de moins de 20 000 habitants, qui ne représentent que 49% de la population.

Selon l'ANIA (Association nationale des Industries Alimentaires), le mouvement des gilets jaunes pourrait générer plus de 13,5 milliards d'euros de pertes pour l'industrie agroalimentaire française. Jusqu'à présent, les manifestations ont déjà causé du chômage technique, des destructions de produits frais et des demandes de pénalités de la part des distributeurs. Cela représente un impact potentiel de 80 millions d'euros pour les IAA des Hauts-de-France. Cette situation touche principalement de petites entreprises. En effet, plus de 80 % des établissements agroalimentaires régionaux comptent moins de 50 salariés..

Industrie

Téréos subit de plein fouet la baisse de 30 % des prix européens du sucre liée à la fin des quotas. Entre avril et septembre 2018, la coopérative française enregistre un repli de 9 % de son chiffre d'affaires et les pertes passent de 10 à 96 millions d'euros. L'entreprise a par ailleurs indiqué qu'elle sera déficitaire sur l'ensemble de l'année. Face à cette crise, le groupe ne prévoit pas de licenciements mais travaille sur une amélioration de l'efficacité de ses usines.

Nord Céréales ouvre ses silos à l'importation. Implantée depuis 1985 sur le port de Dunkerque (59), la SICA Nord Céréales, spécialisée dans l'exportation de céréales, se diversifie en s'ouvrant à l'importation de maïs, d'orge de brasserie, de pellets de bois, d'engrais. Trois filiales ont ainsi été créées. Nord Céréales va également investir 20 M€, sur 3 ou 4 ans, afin de renforcer ses équipements. A terme, le site dunkerquois sera doté d'un nouveau quai et d'un nouveau bâtiment dédié au stockage d'engrais.

Filières

Une partie de la friche d'Arc vendue pour de la transformation de légumes. Bonne nouvelle pour les 43 ha de la friche : plusieurs industriels ont constitué Nordleg Immo pour construire un bâtiment juste à côté des anciens locaux d'Arc à Blaringhem (59) pour une activité agroalimentaire de surgélation sur 7 ha. Il s'agit, d'ici à 2023, de transformer 30 000 tonnes. Cette nouvelle entreprise prévoit d'embaucher 40 personnes dans un 1^{er} temps pour atteindre 70

emplois dans 5 ans. Les élus de la communauté de communes de Flandre Intérieure ont voté à l'unanimité cette vente.

Lidl accentue son partenariat en faveur des éleveurs de porcs de la région. Depuis 2016, le leader européen du discount travaille avec le Groupement des producteurs de porcs des monts de Flandre, via un contrat qui vise une plus juste rémunération des éleveurs. Dans les 180 magasins Lidl des Hauts-de-France, 100% de la viande de porc fraîche vient du Groupement. Un nouveau contrat a été signé, plus ambitieux encore, avec à la clé de nouveaux produits commercialisés en boucherie et charcuterie. Avec la marque Ch'ti porc, les ventes de Lidl ont progressé de 15%.

Roquette est devenu le champion mondial de la transformation de pois. La stratégie, initiée il y a 15 ans, s'avère fructueuse d'autant plus que, dans dix ans, les protéines de pois devraient peser de 15 à 20% dans le chiffre d'affaires de l'entreprise. Cette dernière investit massivement dans ce domaine via des brevets (une cinquantaine), des rachats de sociétés spécialisées (comme la start-up israélienne Equinom) ou l'implantation d'une unité de production à Vic-sur-Aisne. Pour répondre à la demande, Roquette a également décidé d'investir 300 M€ dans une usine de protéines de pois au Canada, dont la capacité devrait atteindre 250 000 tonnes par an. Elle devrait démarrer fin 2020.

Innovation

Alimentation : les industriels lorgnent les protéines végétales. Du 24 au 26 octobre, Lille a accueilli la 11^{ème} édition du Protein Summit qui réunit 400 experts mondiaux des protéines végétales. Xerfi évalue ce marché à 9,8 Md€ cette année, avec une croissance annuelle de 5,5%. Il devrait atteindre les 11 Md€ en 2020. La France a sa carte à jouer dans ce domaine, d'autant plus qu'elle compte des spécialistes comme Roquette, Chamtor, Tereos ou Evertree. Face à cet essor, les acteurs français du secteur, réunis au sein de Protéines France, souhaiteraient que le gouvernement les aide à créer une véritable filière nationale.

Nutri'Earth développe des compléments alimentaires à base d'insectes. Basée à Euralimentaire (Lomme, 59), la start-up lilloise Nutri'Earth développe des compléments alimentaires à base d'insectes, notamment des vers de farine. Ainsi, les nutriments avalés par les vers se retrouvent dans le complément final. L'entreprise vendra ces compléments dès 2019. Elle vise un chiffre d'affaires de 4 M€ sous 5 ans.

Mise en place du 1^{er} site expérimental du NPDC consacré à l'agroforesterie, grâce au partenariat de l'Isa de Lille avec un agriculteur à Ramecourt (62), les Planteurs volontaires, l'Inra, l'Institut d'Hazebrouck et la Fredon. 5 000 arbres seront plantés sur 12 ha de l'exploitation d'Antoine Dequidt (agriculteur et fondateur de la startup Karnott) qui prête une parcelle pour la mise en place de ce site d'expérimentation. Ce projet permettra de caractériser les interactions entre cultures et arbres dans le contexte agropédoclimatique du territoire, ainsi que de créer une dynamique professionnelle autour de ce système.

Financements

La Région met 60 M€ pour soigner les bourgs ruraux. Après l'Etat, qui a promis 5 Md€ aux villes moyennes, Xavier Bertrand sort le chéquier et entend soutenir la revitalisation des centres-bourgs, des pôles d'attraction de 2 à 10 000 habitants autour desquels s'articule la vie des zones rurales (soit un financement de 60 M€ d'ici la fin du mandat). Passée la phase de consultation (5 réunions publiques prévues), les communes pourront répondre à un appel à projet.

Développement durable

Forum mondial mais solutions locales pour une économie responsable. La 12^e édition du Forum mondial pour une économie responsable a eu lieu à Lille. Placée sous le signe du "super local", elle s'est intéressée aux initiatives territoriales tant au niveau régional que mondial. Jeremy Rifkin, concepteur de la 3^{ème} Révolution Industrielle, est intervenu devant 1 500 jeunes. Une charte commune sur le développement des méthaneurs (50 unités installées et 70 projets dans la région) a été signée entre l'ADEME, la Chambre d'agriculture, la CCI Hauts-de-France et GRTgaz. L'objectif est d'atteindre les 11 000 emplois dans ce domaine dans 20 ans (contre 300 actuellement). Un protocole d'accord unissant des universités et des grandes écoles en faveur de Rev3 a également été conclu.

Xavier Bertrand, président du Conseil Régional Hauts-de-France annonce une aide pour passer au bioéthanol. Lors de l'inauguration du centre logistique de Tereos, à Escaudoeuvres (59), Xavier Bertrand a annoncé la mise en place d'une aide pour le financement d'un boîtier permettant l'utilisation du bioéthanol par des véhicules essences. Cette mesure (prise en charge de 30% du kit) entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.